

(28/12/1926)

1^{er} Janvier 1927

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et soumis, dans le délai de trois mois, à l'approbation des Chambres.

Fait à Paris, le 28 décembre 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des finances,*
RAYMOND POINCARÉ.

*Le ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*
ÉDOUARD HERRIOT.

**Conservatoire national de musique
et de déclamation.**

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu le décret du 11 février 1911 portant acceptation de la donation faite au conservatoire national de musique et de déclamation par Mme Abeille (Stéphanie-Marie), veuve en premières noces de M. de Gouy d'Arzy, épouse de M. Louis-Ernest Mathieu de La Redorte;

Vu l'acte dressé le 27 octobre 1923 par devant MM. Moreau et Burthe, notaires à Paris, pour modifier les conditions de cette donation;

Vu l'article 910 du code civil et de la loi du 4 février 1901;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des beaux-arts du conseil d'Etat entendue,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} du décret du 11 février 1911, paragraphe 2, est modifié ainsi qu'il suit :

« La rente sera affectée à la fondation : 1^o d'un prix de 3.000 fr. à partager chaque année entre les concurrents admis à entrer en ligne pour le concours définitif du grand prix de composition musicale (prix de Rome); 2^o de deux prix de 1.500 francs chacun, attribués de la façon suivante :

« I. — 1.500 fr. à l'élève ayant remporté le premier prix de composition premier nommé.

« II. — 1.500 fr. à l'élève ayant remporté le premier prix de fugue premier nommé.

« A défaut de premier prix de composition, les 1.500 fr. lui revenant seront partagés entre les autres premiers prix de fugue s'il y en a. S'il n'y en a pas, ils seront attribués à l'unique premier prix de fugue qui recevra alors 3.000 fr.

« A défaut de premier prix de fugue, les 1.500 fr. lui revenant seront partagés entre les autres premiers prix de composition s'il y en a. S'il n'y en a pas, ils seront attribués à l'unique premier prix de composition qui recevra alors 3.000 fr.

« S'il n'y a ni premier prix de composition, ni premier prix de fugue, les 3.000 francs seront reportés à l'année suivante pour laquelle chacun des deux prix sera double, soit 3.000 fr. pour le premier prix de composition et 3.000 fr. pour le premier prix de fugue et seront attribués de la même façon. »

Art. 2. — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 décembre 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*
ÉDOUARD HERRIOT.

Liste, par ordre de mérite, des élèves de l'école supérieure de fonderie de Paris, reconnue par l'Etat, qui ont obtenu le diplôme d'ingénieur à la fin de l'année scolaire 1925-1926.

MM. Staud, Colterel, Taupin, Renaud, Cordier, Miroux, Rigaut, Patenoite, Charvy, Veillard, Masviel, Ifenon, Tallec, Pinard, Allison, Boutet, Flour, Savard, Pellinat.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Simplification de la procédure de répartition des frais d'entretien des ouvrages de navigation utilisés en commun avec des tiers.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 28 décembre 1926.

Monsieur le Président,

L'article 34 de la loi du 16 septembre 1897 et l'article 53 de la loi du 8 avril 1898, autorisent l'administration à mettre en certains cas à la charge des communes, des usiniers, des concessionnaires de prises d'eau et des propriétaires riverains une partie des dépenses nécessaires soit à l'entretien, à la réparation ou à la reconstruction des ouvrages de navigation qu'ils utilisent pour leur compte personnel, soit au curage des cours d'eau navigables et flottables et de leurs dépendances faisant partie du domaine public.

Le montant de la participation des intéressés aux dépenses doit être fixé par décret délibéré en conseil d'Etat. S'il convient de maintenir cette procédure compliquée quand il s'agit d'imposer d'office à un usager récalcitrant la part qui lui revient dans l'entretien, la réparation ou la reconstruction d'ouvrages qu'il utilise ou dans les dragages d'une voie navigable que ses installations contribuent à envaser, il paraît pouvoir être statué par voie d'arrêté préfectoral soumis à l'approbation préalable du ministre des travaux publics, quand il s'agit d'entériner purement et simplement un accord intervenu entre l'administration et les intéressés sur le montant de la contribution de ceux-ci aux dépenses.

C'est en vue d'adopter cette mesure de simplification que nous avons l'honneur de vous soumettre le projet de décret ci-joint, en vous priant, si vous en adoptez les dispositions, de vouloir bien le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le président du conseil,
ministre des finances,*
RAYMOND POINCARÉ.

Le ministre des travaux publics,
ANDRÉ TARDIEU.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 3 août 1926;
Vu l'article 34 de la loi du 16 septembre 1907 fixant les conditions dans lesquelles les propriétaires de moulins et d'usines peuvent être appelés à prendre part aux dépenses d'entretien des ouvrages de navigation;

Vu l'article 53 de la loi du 8 avril 1898 fixant les conditions dans lesquelles les communes, les usiniers, les concessionnaires de prises d'eau et les propriétaires voisins peuvent être appelés à contribuer au curage des cours d'eau navigables ou flottables et de leurs dépendances faisant partie du domaine public;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées en date du 8 novembre 1926,

Décète :

Art. 1^{er}. — La répartition des frais d'entretien, de réparation ou de reconstruction des ouvrages de navigation, utilisés en commun par le service de la navigation et les propriétaires de moulins ou d'usines, sera régie par arrêté préfectoral, sous réserve de l'approbation préalable du ministre des travaux publics, chaque fois qu'un accord se sera établi entre l'administration et les intéressés sur cette répartition.

Art. 2. — Le montant de la contribution annuelle à exiger des communes, des usiniers, des concessionnaires de prises d'eau ou des propriétaires voisins pour curage des voies navigables ou flottables et de leurs dépendances faisant partie du domaine public sera également fixé par arrêté préfectoral, sous réserve de l'approbation préalable du ministre des travaux publics, chaque fois qu'un accord se sera établi à ce sujet entre l'administration et les intéressés.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans un délai de trois mois.

Art. 4. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 28 décembre 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des finances,*
RAYMOND POINCARÉ.

Le ministre des travaux publics
ANDRÉ TARDIEU.

Rivières et canaux rayés de la nomenclature des voies d'eau navigables ou flottables.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 27 décembre 1926.

Monsieur le Président,

Parmi les mesures d'économie envisagées par le département des travaux publics figuraient le déclassement et la mise

en chômage des voies navigables ou flottables qui avaient cessé d'être utiles et dont les frais d'entretien n'étaient pas compensés par des recettes domaniales (pêche, occupations temporaires, etc.).

Les cours d'eau actuellement classés comme navigables ou flottables présentent, ensemble, une longueur de près de 11.000 kilomètres; mais, sur ce total, seules présentent un intérêt pour la navigation les lignes principales dont la longueur est d'environ 6.000 kilomètres, et où le tonnage ramené au kilomètre s'est élevé à 4.500 tonnes en 1922, alors que, pour cette même année, le tonnage au kilomètre pour le surplus des cours d'eau classés, lesquels présentent une longueur d'environ 5.000 kilomètres, n'a pas dépassé 112 tonnes.

Il semble donc, en principe, et au premier abord, qu'il y aurait tout intérêt à ce que ces dernières voies de navigation soient simplement déclassées si, de ce fait, l'Etat devait réaliser une économie notable.

Mais il n'est pas du tout certain qu'il en soit toujours ainsi: si, en effet, en cas de déclassement complet, l'Etat se trouvait en mesure de supprimer les dépenses d'entretien de certains ouvrages, il est que celles du personnel affecté à leur surveillance et à leur exploitation, il devrait, par contre, renoncer en même temps aux recettes qui lui procurent les cours d'eau du domaine public, et provenant de l'amodiation du droit de pêche, ainsi que des redevances pour extractions de matériaux, occupations temporaires, prises d'eau, etc.

Dans ces conditions, il a paru expédient de s'arrêter à un moyen terme et de ne prononcer le déclassement que sous réserve du maintien dans le domaine public des portions de cours d'eau ou de canaux déclassés.

La liste des parties de rivières et canaux à rayer de la nomenclature des voies navigables ou flottables a été arrêtée par le conseil supérieur des travaux publics, spécialement consulté à cet effet.

Mais, étant donné que, pour des motifs de célérité, on devait renoncer à faire précéder l'opération de déclassement d'une enquête de *commodo et incommodo*, on a reconnu nécessaire de procéder par voie de décret-loi.

Nous avons donc fait préparer le décret ci-joint que nous vous prions de vouloir bien revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

Le ministre des travaux publics,
ANDRÉ TARDIEU.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du président du conseil, ministre des finances, et du ministre des travaux publics,
Vu l'article 1^{er} de la loi du 3 août 1926;
Vu la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux;

Vu l'article 128 de la loi de finances du 8 avril 1910;

Vu l'avis du conseil supérieur des travaux publics en date du 24 novembre 1926,

Décète:

Art. 1^{er}. — Sont rayés de la nomenclature des voies d'eaux navigables ou flottables, mais maintenus dans le domaine public, les rivières, canaux et portions de rivières énumérés au tableau joint au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans un délai de trois mois.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre des finances, et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 décembre 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République:
Le président du conseil,
ministre des finances,
RAYMOND POINCARÉ.

Le ministre des travaux publics,
ANDRÉ TARDIEU.

Tableau des rivières et canaux rayés de la nomenclature des voies d'eau navigables ou flottables, mais sans distraction du domaine public.

RÉGIONS	RIVIÈRES ET CANAUX distracts de la nomenclature des voies navigables ou flottables.	LIMITES ENTRE LESQUELLES L'OPÉRATION est effectuée.
Somme	Avre navigable	De l'origine au confluent avec la Somme.
	Oise flottable	De Beauriot au Pont-Rouge de Condren.
	Grand Morin navigable	Du moulin de Condé à 50 mètres en amont de l'origine de la branche alimentaire du canal de Meaux à Chailly.
	Eure navigable	De l'origine au confluent avec la Seine.
	Canal de la Haute-Seine	De l'origine amont à Troyes.
Vilaine	Chère navigable	De l'origine au confluent avec la Vilaine.
	Meu navigable	Idem.
	Don navigable	Idem.
	Arz navigable	Idem.
Loire	Canal de la Sauldre	Entièrement.
	Creuse flottable	De l'origine à Rives.
	Tarn navigable	De l'origine au confluent avec la Garonne.
	Lot navigable	Idem.
	Dordogne flottable	De l'origine à Meyronne.
	Dordogne navigable	De Meyronne au barrage de Bergerac inclus.
	Ariège navigable	De Cintegabelle au confluent avec la Garonne.
	Neste flottable	De l'origine au confluent avec la Garonne.
	Baise navigable	De l'origine à Condom.
	Canal de Lalinde	En entier.
	Garonne flottable	De l'origine au pont de la route nationale n° 125 à Saint-Martary.
	Salat flottable et navigable	De l'origine au confluent avec la Garonne.
	Drot navigable	De l'origine à l'écluse de Loubens.
	Vézère navigable	De l'origine au confluent avec la Dordogne.
	Adour flottable	D'Aira à Saint-Sever (pont de R. N. n° 133).
	Douze flottable	De l'origine au confluent avec la Midouze.
	Midouze navigable	De Mont-de-Marsan au confluent avec l'Adour.
	Gave de Pau flottable	De l'origine à Peyrehorade.
	Gave d'Oloron flottable	Idem.
	Gave de Mauléon flottable	De l'origine au confluent avec le Gave d'Oloron.
	Le Luy navigable	De l'origine au confluent avec l'Adour.

BASSINS	RIVIERES ET CANAUX extraits de la nomenclature des voies navigables ou flottables.	LIMITES ENTRE LESQUELLES L'OPERATION est effectuée.
Rhône	Canal de Givors..... La Bienne flottable..... Canal de Pont-de-Vaux.....	De l'origine au confluent avec la Rhône. De l'origine au confluent avec l'Ain. De Pont-de-Vaux à la Saône.
Meurthe	Meurthe flottable..... Rabodeau flottable..... Ravines flottable..... Plaine flottable..... Taintroué flottable..... Goutte de la Maix flottable..... Vezouze flottable.....	Du confluent de la Fave à celui de la Vezouze (Lunéville) OK De l'origine au confluent avec la Meurthe. OK Idem. OK Idem. OK Idem. OK
Versant de la Manche	Val flottable..... Châtillon flottable..... Fave flottable..... La Vire navigable..... Touques navigable..... Dives navigable..... Le Merderet navigable..... Sée navigable..... Selune navigable..... Couesnon navigable.....	De l'origine au confluent avec la Plaine. OK De l'origine au confluent avec la Meurthe (Lunéville). OK De l'origine à celle de la Vezouze. OK Idem. OK De l'origine au confluent avec la Meurthe. OK
Versant Atlantique	La Charente navigable..... La Boutonne navigable..... Le canal de la Charente à la Soudre..... Le canal de Charzaz..... Brivet navigable..... Etier de la Haute-Perche navigable..... La Vie navigable..... La Lay navigable..... Leyre occidentale flottable..... Leyre orientale flottable.....	De l'origine à la mer. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem. Idem.
Versant de la Méditerranée	Vieux Boucau navigable..... Canal de la Robine..... Canal de jonction.....	De l'origine à Cognac. De Saint-Jean-d'Angély au confluent avec la Charente. Entier. Entier. De l'origine à la mer. Idem. Idem. Idem.
		De l'origine à Moustey. De l'origine à son confluent avec la Leyre occidentale. De l'origine à la mer. De l'Aude à Narbonne. Entier.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 28 décembre 1926.

Le ministre des travaux publics,
ANDRÉ TARDIEU.

Transports automobiles (Drôme).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu les délibérations du conseil général de la Drôme en date des 28 mai 1924 et 20 mai 1925 et de la commission départementale en date des 21 juillet 1924 et 30 septembre 1925 concernant l'organisation et le fonctionnement d'un service public régulier de transports par automobiles entre Valdrôme et Beaurières;

Vu la convention passée le 18 novembre 1926 entre le préfet de la Drôme, agissant au nom du département, et MM. Chandon et Roux, demeurant à Valdrôme;

Vu l'avis du comité permanent des services automobiles en date du 11 mars 1925;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 4 mars 1926;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 2 avril 1926;

Vu la loi du 21 août 1923 et le décret portant règlement d'administration publique du 24 mars 1924, modifié par le décret du 28 juillet 1925;

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du travail et de la prévoyance sociale du conseil d'Etat entendue,

Décète:

Art. 1^{er}. — Est approuvée la convention passée le 18 novembre 1926 entre le préfet de la Drôme, agissant au nom du département, et MM. Chandon et Roux, demeurant à Valdrôme, pour l'organisation et l'exploitation, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges joint à ladite convention, d'un service public régulier de transports par automobiles entre Valdrôme et Beaurières.

La convention et le cahier des charges susvisés resteront annexés au présent décret.

Art. 2. — Il est accordé au département de la Drôme, sur les fonds du Trésor, pour l'entreprise précitée, une subvention qui, dans la limite d'un maximum annuel de 2.190 fr., sera calculée chaque année conformément aux prescriptions de l'article 4 de la convention visée ci-dessus.

Cette subvention sera versée pendant une durée de dix années consécutives à partir de la date du présent décret, si le début de l'exploitation est antérieur à cette date, ou, dans le cas contraire, à partir de la mise en exploitation du service.

Art. 3. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Lequel sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République;
Le ministre des travaux publics,
ANDRÉ TARDIEU.

CONVENTION

Entre M. Ch. Vatin, préfet du département de la Drôme, agissant au nom de ce département en vertu des délibérations du conseil général du 28 mai 1924 et 30 septembre 1925 et de la commission départementale du 21 juillet 1924,

D'une part;

Et MM. Chandon et Roux, entrepreneurs de transports, demeurant à Valdrôme,

D'autre part,

Sous réserve de l'obtention par le département de la subvention de l'Etat prévue par la loi du 21 août 1923, il a été convenu ce qui suit:

Art. 1^{er}. — MM. Chandon et Roux s'engagent à établir un service public de transports par voitures automobiles entre Valdrôme et Beaurières, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à la présente convention.

MM. Chandon et Roux se réservent le droit de rétrocéder l'entreprise à un tiers ou à une société de leur choix. En ce cas, le rétrocessionnaire sera purement et simplement substitué à MM. Chandon et Roux dans tous ses droits et obligations; mais cette substitution devra être agréée par le conseil général.

Art. 2. — Pendant toute la durée de l'entreprise, le département, avec la concours de l'Etat et des intéressés, subventionnera l'entreprise dans les conditions fixées par les ar-

